



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

QUARANTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

Procès-verbal

de l'Assemblée

Le mardi 16 septembre 2014 — N° 19

Président de l'Assemblée nationale :
M. Jacques Chagnon

QUÉBEC

La séance est ouverte à 13 h 45.

AFFAIRES COURANTES

Déclarations de députés

Mme Vallières (Richmond) fait une déclaration afin de souligner le 75^e anniversaire du Cercle de fermières de Windsor.

M. Bérubé (Matane-Matapédia) fait une déclaration afin de féliciter la compagnie québécoise Argon 18 qui commanditera une équipe au Tour de France.

M. Ouimet (Fabre) fait une déclaration afin de féliciter Mlle Claudie Lévesque, récipiendaire du prix du Mérite de l'engagement dans les activités parascolaires.

M. Picard (Chutes-de-la-Chaudière) fait une déclaration concernant le Marché de Lévis.

Mme de Santis (Bourassa-Sauvé) fait une déclaration afin de saluer une grande bénévole, Mme Claudette Senécal.

16 septembre 2014

M. Villeneuve (Berthier) fait une déclaration afin de saluer deux jeunes de la circonscription de Berthier, membres du Réseau Québec-Monde, qui assisteront comme observateurs au référendum en Écosse.

Mme Ménard (Laporte) fait une déclaration afin de féliciter l'équipe de soccer U14MAA de l'Association de soccer de Saint-Lambert.

Mme D'Amours (Mirabel) fait une déclaration afin de féliciter Mme Claudette Macle, vice-présidente de l'entreprise agricole Intermiel.

M. Habel (Sainte-Rose) fait une déclaration afin de souligner la tenue des festivités du Vieux Sainte-Rose.

M. Lisée (Rosemont) fait une déclaration afin de souligner le 60^e anniversaire de l'Hôpital Maisonneuve-Rosemont.

À 13 h 57, M. Ouimet, premier vice-président, suspend les travaux pour quelques instants.

Les travaux reprennent à 14 h 16.

16 septembre 2014

À la demande de M. le président, l'Assemblée observe un moment de recueillement à la mémoire de Mme Madeleine Bleau, ancienne députée de Groulx, et de M. Marcel Masse, ancien député de Montcalm.

M. le président dépose :

Une lettre, en date du 15 août 2014, que lui a adressée M. Christian Dubé, député de Lévis, l'informant de sa démission.

(Dépôt n° 185-20140916)

Dépôts de documents

M. Fournier, ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes et de la Francophonie canadienne et ministre responsable de l'Accès à l'information et de la Réforme des institutions démocratiques, dépose :

Le rapport d'activités 2013-2014 du Centre de la francophonie des Amériques;

(Dépôt n° 186-20140916)

Le plan stratégique 2014-2018 de la Commission d'accès à l'information du Québec.

(Dépôt n° 187-20140916)

Mme David, ministre de la Culture et des Communications et ministre responsable de la protection et de la promotion de la langue française, dépose :

Le plan stratégique 2013-2016 de l'Office québécois de la langue française incluant celui de la Commission de toponymie;

(Dépôt n° 188-20140916)

Le plan stratégique 2013-2016 du Conseil supérieur de la langue française.

(Dépôt n° 189-20140916)

16 septembre 2014

Mme Vallée, ministre de la Justice et ministre responsable de la Condition féminine, dépose :

Le rapport annuel d'activité 2013 de la Direction de l'indemnisation des victimes d'actes criminels;

(Dépôt n° 190-20140916)

Le rapport annuel de gestion 2013-2014 du Conseil du statut de la femme;

(Dépôt n° 191-20140916)

Le 42^e rapport annuel de gestion 2013-2014 de la Commission des services juridiques.

(Dépôt n° 192-20140916)

M. Daoust, ministre de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations, dépose :

Le rapport annuel 2013-2014 de la Société Innovatech du Grand Montréal;

(Dépôt n° 193-20140916)

Le rapport annuel 2013-2014 de la Société Innovatech Régions ressources;

(Dépôt n° 194-20140916)

Le rapport annuel 2013-2014 de la Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches;

(Dépôt n° 195-20140916)

Le rapport annuel 2013-2014 de la Société Innovatech du Sud du Québec.

(Dépôt n° 196-20140916)

M. Bolduc, ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Science, dépose :

Le rapport annuel 2012-2013 de l'Université du Québec et des établissements du réseau;

(Dépôt n° 197-20140916)

16 septembre 2014

Les rapports annuels de gestion 2013-2014 des Fonds de recherche du Québec :

Nature et Technologies	(Dépôt n° 198-20140916)
Santé	(Dépôt n° 199-20140916)
Société et Culture	(Dépôt n° 200-20140916)

M. Barrette, ministre de la Santé et des Services sociaux, dépose :

Le rapport annuel de gestion 2013-2014 d'Urgences-santé;
(Dépôt n° 201-20140916)

Le rapport annuel de gestion 2013-2014 de la Régie de l'assurance-maladie du Québec incluant le rapport d'activité du régime général d'assurance médicaments;
(Dépôt n° 202-20140916)

Le rapport annuel de gestion 2013-2014 du Commissaire à la santé et au bien-être.
(Dépôt n° 203-20140916)

M. Hamad, ministre du Travail, dépose :

Le rapport annuel de gestion 2013 de la Commission de la santé et de la sécurité du travail;
(Dépôt n° 204-20140916)

Le rapport annuel de gestion 2013-2014 de la Commission de l'équité salariale;
(Dépôt n° 205-20140916)

Le rapport annuel de gestion 2013-2014 de la Commission des relations du travail.
(Dépôt n° 206-20140916)

16 septembre 2014

M. le président dépose :

Le rapport du Directeur général des élections du Québec, en vertu de l'article 381 de la Loi électorale (RLRQ c E-3.3), sur les résultats officiels du scrutin à la suite des élections générales du 7 avril 2014;

(Dépôt n° 207-20140916)

Le rapport annuel 2013-2014 de la Commission de la fonction publique;

(Dépôt n° 208-20140916)

Le rapport d'activités et de gestion 2013-2014 de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse;

(Dépôt n° 209-20140916)

Le diagramme de l'Assemblée, en date du 16 septembre 2014;

(Dépôt n° 210-20140916)

La copie du préavis de la motion proposée par M. Bergeron (Verchères) qui sera inscrite au *Feuilleton et préavis* du mercredi 17 septembre 2014, sous la rubrique « Affaires inscrites par les députés de l'opposition ».

(Dépôt n° 211-20140916)

Dépôts de rapports de commissions

M. Auger (Champlain), à titre de président, dépose :

Le rapport de la Commission de l'aménagement du territoire qui, les 20, 21, 22, 25 et 26 août 2014, a procédé à des auditions publiques dans le cadre de consultations particulières à l'égard du projet de loi n° 3, Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal.

(Dépôt n° 212-20140916)

16 septembre 2014

M. Cousineau (Bertrand), à titre de président, dépose :

Le rapport de la Commission de l'économie et du travail qui, le 9 septembre 2014, a procédé à des auditions publiques dans le cadre de consultations particulières à l'égard du projet de loi n° 8, Loi modifiant le Code du travail à l'égard de certains salariés d'exploitations agricoles.

(Dépôt n° 213-20140916)

M. Picard (Chutes-de-la-Chaudière), à titre de président, dépose :

Le rapport de la Commission des relations avec les citoyens qui, le 19 août 2014, a procédé à l'étude détaillée du projet de loi n° 2, Loi modifiant la Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance. Le rapport contient des amendements au projet de loi.

(Dépôt n° 214-20140916)

Dépôts de pétitions

M. Bonnardel (Granby) dépose :

L'extrait d'une pétition, signée par 1 038 citoyens et citoyennes du Québec, concernant l'interdiction de l'utilisation de gras trans dans les restaurants.

(Dépôt n° 215-20140916)

M. LeBel (Rimouski) dépose :

L'extrait d'une pétition, signée par 7 123 citoyens et citoyennes du Québec, concernant la pension d'invalidité pour les gens inaptes à l'emploi.

(Dépôt n° 216-20140916)

16 septembre 2014

Mme Massé (Sainte-Marie–Saint-Jacques) dépose :

L'extrait d'une pétition, signée par 407 citoyens et citoyennes du Québec, concernant le réaménagement de la cour du CPE Lafontaine à Montréal.

(Dépôt n° 217-20140916)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Motions sans préavis

M. Billette, whip en chef du gouvernement, conjointement avec M. Dufour, whip en chef de l'opposition officielle et M. Martel, whip du deuxième groupe d'opposition, présente une motion demandant au Bureau de l'Assemblée de procéder à un exercice complet d'évaluation du budget des dépenses de l'Assemblée nationale; cette motion ne peut être débattue faute de consentement.

M. Bergeron (Verchères), conjointement avec M. Khadir (Mercier), présente une motion concernant la prolongation du mandat de la Commission Charbonneau; cette motion ne peut être débattue faute de consentement.

M. Caire (La Peltrie), conjointement avec M. Bergeron (Verchères) et M. Khadir (Mercier), présente une motion concernant le remboursement à la Régie de l'assurance maladie du Québec des primes reçues par le ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport; cette motion ne peut être débattue faute de consentement.

16 septembre 2014

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 185 du Règlement, Mme David (Gouin), conjointement avec Mme Charbonneau, ministre de la Famille et ministre responsable des Aînés, Mme Richard (Duplessis) et Mme Lavallée (Repentigny), propose :

QUE l'Assemblée nationale appuie la campagne du *Bouton argenté* lancée le 16 septembre 2014 par le Réseau FADOQ, un important regroupement de personnes de 50 ans et plus comptant 315 000 membres;

QUE l'Assemblée nationale reconnaisse le bien-fondé du contrat social proposé par la FADOQ, voulant assurer une bonne qualité de vie aux aînés(es) et reposant sur quatre grands principes : assurer l'autonomie des aînés(es) par des services sociaux et de santé adéquats, assurer la sécurité des aînés(es), soutenir leur bien-être matériel et favoriser leur sentiment d'appartenance à la société québécoise par la reconnaissance de leur contribution.

Du consentement de l'Assemblée, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 84.1 et conformément à l'article 146 du Règlement, M. Sklavounos, leader adjoint du gouvernement, propose :

QUE l'Assemblée nationale entérine le mandat donné à la Commission de l'économie et du travail, conformément à une entente entre les leaders et les députés indépendants survenue le 26 juin 2014. La Commission de l'économie et du travail, dans le cadre de l'étude du projet de loi n° 8, Loi modifiant le Code du travail à l'égard de certains salariés d'exploitations agricoles, procède à des consultations particulières et tiennent des auditions publiques le 8 septembre 2014 de 14 h à 18 h ainsi que le 9 septembre 2014 de 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 17 h et, qu'à cette fin, elle entende les organismes suivants :

16 septembre 2014

Travailleurs et travailleuses unis de l'alimentation et du commerce Canada
Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec
Union des producteurs agricoles
Confédération des syndicats nationaux
Association des producteurs maraîchers du Québec
Association des producteurs de fraises et framboises du Québec
Commission des normes du travail
Commission de l'équité salariale
Fondation des entreprises en recrutement de main-d'œuvre agricole étrangère
Conseil du patronat du Québec

QU'une période de 12 minutes soit prévue pour les remarques préliminaires, répartie de la manière suivante : 6 minutes au groupe parlementaire formant le gouvernement, 3 minutes 30 secondes au groupe parlementaire formant l'opposition officielle et 2 minutes 30 secondes au deuxième groupe d'opposition;

QUE la durée maximale de l'exposé de chaque organisme soit de 10 minutes et l'échange avec les membres de la Commission soit d'une durée maximale de 50 minutes partagées ainsi : 25 minutes pour le groupe parlementaire formant le gouvernement, 15 minutes pour le groupe parlementaire formant l'opposition officielle et 10 minutes pour le deuxième groupe d'opposition;

QUE le ministre du Travail soit membre de ladite commission pour la durée du mandat.

Du consentement de l'Assemblée, la motion est adoptée.

16 septembre 2014

Conformément à l'article 129 du Règlement, M. Martel, whip du deuxième groupe d'opposition, propose :

QUE le député de Groulx soit nommé membre permanent de la Commission de l'administration publique en remplacement du député de Deux-Montagnes;

QUE le député de Masson soit nommé membre permanent de la Commission de l'aménagement du territoire en remplacement du député de Beauce-Nord;

QUE le député de Beauce-Nord soit nommé membre permanent de la Commission des finances publiques;

QUE la députée d'Iberville soit nommée membre permanente de la Commission des finances publiques en remplacement du député de Groulx;

QUE le député de Deux-Montagnes soit nommé membre permanent de la Commission des institutions en remplacement du député de Masson;

QUE ces changements prennent effet immédiatement.

La motion est adoptée.

Renseignements sur les travaux de l'Assemblée

M. Ouimet, premier vice-président, informe l'Assemblée que, le mercredi 17 septembre 2014, aux affaires inscrites par les députés de l'opposition, sera débattue la motion de M. Bergeron (Verchères).

Cette motion se lit comme suit :

QUE l'Assemblée nationale exige du ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport qu'il rembourse immédiatement la totalité de la prime de 215 000 \$ qu'il a reçue en plus de sa rémunération à l'acte et de son salaire de député à la suite de son retour à la pratique médicale en septembre 2012.

16 septembre 2014

AFFAIRES DU JOUR

À 15 h 38, à la demande de M. Sklavounos, leader adjoint du gouvernement, M. Ouimet, premier vice-président, suspend les travaux jusqu'à l'expiration du délai pour recevoir les avis de débats de fin de séance.

Les travaux reprennent à 15 h 48.

À 15 h 49, à la demande de M. Sklavounos, leader adjoint du gouvernement, M. Ouimet, premier vice-président, suspend les travaux jusqu'à 18 heures.

Débats de fin de séance

À 18 heures, l'Assemblée tient un débat de fin de séance sur une question adressée par M. LeBel (Rimouski) à M. Blais, ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale, portant sur le sujet suivant : « La pension d'invalidité pour les gens inaptes à l'emploi ».

M. Sklavounos, leader adjoint du gouvernement, propose l'ajournement des travaux au mercredi 17 septembre 2014, à 9 h 45.

La motion est adoptée.

16 septembre 2014

À 18 h 12, Mme Gaudreault, deuxième vice-présidente, lève la séance et, en conséquence, l'Assemblée s'ajourne au mercredi 17 septembre 2014, à 9 h 45.

Le Président

JACQUES CHAGNON